

ARRÊTÉ RÉGLEMENTANT L'UTILISATION DES DIFFÉRENTS SITES SPORTIFS OU DE LOISIRS DE LA VILLE DE CAUDRY

Réf: FB//JLT

Nous, Maire de la ville de CAUDRY, Conseiller Départemental,

Vu l'article L.2212-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 40 du code de Procédure Pénale,

Vu l'arrêté du 3 octobre 2016 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux manifestations publiques de sports de combat

Vu les articles L. 131-14, L. 331-2 à 6, L. 331-2, L. 331-3, R. 131-32 et R. 131-33, R. 331-46 à R. 331-54, L. 331-33 à A. 331-36 du Code des Sports,

CONSIDERANT : l'intervention des forces de l'ordre à plusieurs reprises sur des sites sportifs de la ville de Caudry, pour constater la tenue de combats ou entraînements de sport de combat et ce sans autorisation,

CONSIDERANT : Qu'il convient, en conséquence, de prendre des mesures pour assurer la protection des personnes et prévenir tout trouble à l'ordre public,

ARRETE

Article premier :

La tenue de toute compétition, rencontre, démonstration ou manifestation publique de quelque nature que ce soit, dans une discipline ou une activité sportive lorsqu'elle présente des risques d'atteinte à la dignité, à l'intégrité physique ou à la santé des participants est strictement interdite sur les différents sites sportifs ou de loisirs de la ville de CAUDRY.

Article 2 :

Le fait d'organiser une manifestation publique de sports de combat (MMA, BOXE, ETC..), sans autorisation de l'autorité administrative, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

Article 3 :

A défaut de pouvoir identifier le ou les organisateurs, les participants seront considérés en cette qualité.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Lille sis 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 59014 LILLE, dans un délai de deux mois suivant sa publication et sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Article 5 :

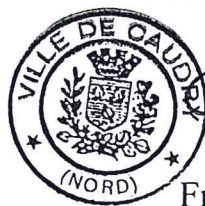
Ampliation de cet arrêté sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet à CAMBRAI, à Madame la Procureure de la République près le Tribunal judiciaire de CAMBRAI, à Madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie et à Monsieur le Commandant du Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie.

Article 6 :

Madame la Directrice Générale des Services de la Ville,
Madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie,
Monsieur le Commandant du Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie,
Monsieur le Chef de service de la Police Municipale
sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

Fait à CAUDRY le 31 juillet 2023

Le Maire
Conseiller Départemental




Frédéric BRICOUT